



Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, UNEF appellent tous les salarié(e)s, les précaires, les privés d'emplois, les jeunes et les retraité(e)s à manifester ensemble le

1^{er} mai 2014

Rassemblement à 9h30

Place de la République à Bordeaux

Dans la suite des journées des mobilisations professionnelles et interprofessionnelles (18 Mars), la journée européenne du 4 avril, celle du 15 Mai à venir, **ce 1^{er} mai est une étape et un moteur pour amplifier la mobilisation des salariés et des jeunes.**

La déclaration de politique générale du Premier ministre, Manuel Valls, confirme la brutalité des orientations libérales du gouvernement. Les 50 milliards d'économies sur trois ans répartis entre l'Etat, l'assurance maladie et les collectivités territoriales, vont entraîner moins de politique publique, moins de services publics et moins de protection sociale.

Ces mesures vont alimenter la récession économique, encore une fois l'injustice de ces décisions frappent les catégories sociales les plus défavorisées mais aussi la classe moyenne alors qu'elles ne peuvent être accusées d'être à l'origine de la crise.

Cette politique encourage ainsi le patronat et le monde financier à persister dans leurs stratégies néfastes, de réduction du « coût du travail », alors que c'est le travail qui crée les richesses, de course à la rentabilité provoquant ainsi l'augmentation du taux de chômage.

Ce sont les travailleur-euse-s qui en paient le lourd tribut, comme avec l'accord UNEDIC qui baisse les indemnités chômage.

Les organisations patronales jubilent encore une fois, après toutes les concessions accordées : Loi de sécurisation de l'emploi, pacte de responsabilité...

Ces concessions, en France comme dans toute l'Europe, (rigueur budgétaire, austérité) sont imposées par la « Troïka » (Commission européenne, FMI et BCE) pour satisfaire les marchés financiers. Les conséquences sont là : recul général des droits à l'éducation, à l'emploi, à un revenu décent, à la santé, à un logement stable et décent, services publics démantelés, aux conditions de travail, les conquêtes sociales mises à mal.

Les inégalités d'emploi et de rémunération attaquent plus durement les droits des femmes et des migrants.

Les injustices sociales nourrissent un climat malsain, mettant à mal la cohésion sociale ce qui se traduit par la montée de l'extrême droite et son parti le Front national.

La répression s'abat sur les sans papiers, les Roms, les plus précaires, et criminalisent les militants syndicaux et associatifs.

Les renoncements du gouvernement devant les exigences du Medef en matière sociale, environnementale, familiale, et sur le droit de vote des étrangers sont scandaleux.

La forte abstention de la jeunesse lors des dernières élections municipales n'est pas le fruit d'un désintérêt des jeunes de l'action collective, c'est un vote sanction face à l'indifférence du gouvernement. Aujourd'hui, de plus en plus de jeunes sont obligés de se salarier pour financer leurs études, pire encore plus d'un jeune sur quatre est au chômage. Cette situation est inacceptable !

La mobilisation de la jeunesse est indispensable pour conquérir et imposer le maintien des conquêtes sociales que le gouvernement tente de remettre en cause : tentative de suppression des APL pour les étudiants non-boursiers...). L'ascenseur social reste désormais bloqué pour la majorité des jeunes. Pour cela, nous devons nous battre pour de nouveaux droits : RSA pour les moins de 25 ans, réforme du système des bourses..., l'action collective est porteuse d'espoir, de transformation de la société, ce premier mai doit être un puissant levier de mobilisation pour les droits des jeunes !

Quand les salariés se mobilisent de façon collective et construisent un rapport de force suffisant, ils obtiennent des succès, face à la répression patronale et gouvernementale, ce sont les militants syndicaux de Lyon ou du Havre qui sont relaxés, c'est une infirmière du centre hospitalier d'Arcachon dont les sanctions sont supprimées. Ce sont les salariés de FREE, de La Poste, etc... qui se battent et gagnent contre les réorganisations synonymes de suppression d'emplois.

Ce combat s'exprime également au-delà des frontières :

Les « Marches de la Dignité » ont parcouru l'Espagne pour aboutir le 22 mars à Madrid. 2 millions de manifestants dans la rue ce jour là ! Les participant-es à ces Marches affirmaient publiquement que « *le temps n'est ni aux lamentations, ni à l'abattement mais au contraire à la lutte : contre le chômage et la précarité, imposons une autre répartition des richesses* ». Ce n'est pas le manque d'argent qui est la

cause de cette situation, mais sa répartition, son utilisation.

Au Brésil, le gouvernement brésilien ayant décidé d'interdire manifestations et grèves pour « cause de Coupe du Monde de football » se voit confronté à de puissantes manifestations. Ce sont les organisations syndicales paraguayennes qui revendiquent l'augmentation des salaires (25% en plus), la baisse des prix des transports publics et le respect des libertés syndicales. Nous soutenons les salariées femmes grévistes, syndiquées à l'UGTT, de LATELEC (filiale tunisienne du groupe français aéronautique Latécoère) qui exigent leur réintégration.

Nous ne pouvons pas oublier le peuple Palestinien qui subit l'occupation de la Cisjordanie par l'armée israélienne, la répression des manifestations pacifiques, les arrestations arbitraires. Le blocus de Gaza appliqué par l'état d'Israël, en violation du droit international, pour empêcher la création d'un état palestinien est inacceptable. En Egypte aussi, la répression politique mais aussi la justice expéditive et partielle, au service du gouvernement égyptien sont insupportables. En France, Georges Ibrahim Abdallah est enfermé depuis plus de 30 ans et nous demandons sa libération immédiate.

Il n'y a pas de fatalité à la crise, c'est l'intervention massive des salarié-es, des retraité-es, des jeunes, des privés d'emploi qui imposera des choix de justice sociale :

Ensemble mobilisons-nous pour :

- ⇒ Une autre répartition des richesses
- ⇒ Le plein emploi qualifié et de qualité
- ⇒ Le développement des services publics
- ⇒ L'amélioration des conditions de travail
- ⇒ L'augmentation des salaires et des pensions

Manifestation 1^{er} mai
Rassemblement 9 h 30

Place de la République à Bordeaux

Parcours : République, Gambetta, Intendance, Esprit des Lois, quai Louis XVIII, Victor Hugo, Victoire